PREMIÈRE SECTION

DÉCISION

Requête no 10222/11
Salvatore Stefano RIZZOTTO
contre l’Italie

La Cour européenne des droits de l’homme (première section), siégeant le 26 juin 2018 en un comité composé de :

 Kristina Pardalos, *présidente,* Ksenija Turković, Tim Eicke, *juges,*et de Abel Campos, *greffier de section,*

Vu la requête susmentionnée introduite le 7 février 2011,

Vu les déclarations formelles d’acceptation d’un règlement amiable de l’affaire,

Après en avoir délibéré, rend la décision suivante :

FAITS ET PROCÉDURE

Le requérant, M. Salvatore Stefano Rizzotto, est un ressortissant italien né en 1972 et résidant à Floridia. Il a été représenté devant la Cour par Me P.  Ezechia, avocat à Syracuse.

Le gouvernement italien (« le Gouvernement ») a été représenté par son agent, Mme E. Spatafora.

Invoquant l’article 2 du Protocole no 4 à la Convention, le requérant se plaignait d’avoir été maintenu sous la surveillance spéciale de la police après que l’ordonnance d’assignation à résidence, d’une durée d’un an, eut cessé de produire ses effets et de ne pas avoir pu solliciter d’indemnisation pour la prolongation indue de la mesure de prévention.

Les 21 février et 16 avril 2018, la Cour a reçu des déclarations de règlement amiable signées par les parties. Par ces déclarations, le Gouvernement s’est engagé à verser au requérant la somme de 7 500 (sept mille cinq cent) euros et le requérant a renoncé à toute autre prétention à l’encontre de l’Italie à propos des faits à l’origine de sa requête. Ladite somme, qui couvrira tout préjudice matériel et moral ainsi que les frais et dépens, sera versée dans les trois mois suivant la date de la notification de la décision de la Cour. À défaut de règlement dans ledit délai, le Gouvernement s’engage à verser, à compter de l’expiration de celui-ci et jusqu’au règlement effectif de la somme en question, un intérêt simple à un taux égal à celui de la facilité de prêt marginal de la Banque centrale européenne, augmenté de trois points de pourcentage. Ce versement vaudra règlement définitif de l’affaire.

EN DROIT

La Cour prend acte du règlement amiable auquel sont parvenues les parties. Elle estime que celui-ci s’inspire du respect des droits de l’homme tels que les reconnaissent la Convention et ses protocoles et n’aperçoit par ailleurs aucun motif justifiant de poursuivre l’examen de la requête. En conséquence, il convient de rayer l’affaire du rôle.

Par ces motifs, la Cour, à l’unanimité,

*Décide* de rayer la requête du rôle en application de l’article 39 de la Convention.

Fait en français puis communiqué par écrit le 19 juillet 2018.

 Abel Campos Kristina Pardalos
 Greffier Présidente